CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION Vol. III No. 1 FEVRIER 1982

BRESIL

(2e PARTIE)

Port de retour garanti:

COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE
4725, rue St-Denis, suite 1, Montréal, Qué. H2J 2L5 tél: (514) 845-0511.

Editorial

Voici le second volet de notre tour d'horizon du Brésil. Le précédent Caminando retraçait rapidement l'histoire du pays et la lente conversion de l'Eglise et il rapportait un triste exemple de répression. Celui-ci évoquera le "miracle économique"; la situation des Indiens, des Noirs et des paysans; l'Eglise brésilienne à la défense de l'égalité sociale et organisée en communautés ecclésiales de base ; et enfin l'Eglise populaire dans notre pays, ici au Québec. Vous trouverez aussi deux autres "psaumes" de Nicola Arponi.

Après 55 jours d'absence, le général Figueiredo a repris ses fonctions à la tête de l'Etat le 12 novembre 1981. Il s'est dit déterminé à poursuivre l'ouverture politique pour conduire le Brésil à "la normalité démocratique". Si la très sérieuse crise économique qui touche le pays multiplie les risques d'explosions sociales et du même coup ravive la menace d'un nouveau durcissement politique, il semble assez peu probable que les militaires reviennent à la répression tous azimuts qu'ils ont pratiquée pendant tant d'années. Les aspirations démocratiques sont trop fortes, et au-delà des éléments "subversifs", il y aurait l'Eglise, les syndicats et une fraction importante des classes moyennes prêts à combattre pour ne pas replonger dans l'horreur.

Bresil: la fin du "MIRACLE ECONOMIQUE"

Le Brésil est resté longtemps une colonie d'exploitation au profit de l'Europe. Sa vie économique a connu une succession de "fièvres" plutôt néfastes (sucre, or et diamant, caoutchouc, café). L'industrialisation a commencé dès après la grande crise de 1929 et s'est accélérée durant la deuxième guerre mondiale, presque exclusivement du fait d'investissements étrangers, bien que l'Etat ait pris en charge quelques secteurs (pétrochimie, infrastructure routière).

Lorsque les militaires, alliés aux technocrates, prennent le pouvoir en 1964, l'essor industriel s'est essoufflé. Une nouvelle stratégie de développement est alors mise sur pied pour faire du Brésil une grande puissance au niveau mondial. Elle se fonde sur une expansion accélérée qui s'articulera autour de la mise en valeur systématique de tous les espaces encore inoccupés, sur le développement des industries de consommation et sur l'accroissement des exportations pour financer les achats indispensables au développement (énergie, biens d'équipement).

Pour parvenir à de tels objectifs, le gouvernement ne lésine pas sur les moyens. Il fait très largement appel aux capitaux étrangers sous forme d'emprunts bancaires et de facilités offertes aux investissements industriels américains et européens. Il bloque les salaires, permet l'augmentation de la durée et du rythme de travail des ouvriers en étouffant leurs revendications.

Les résultats de cette politique sont spectaculaires puisque le taux de croissance du pays s'établit à 10% par an de 1964 à 1974 et que le Brésil figure parmi les premiers exportateurs mondiaux de café, de bananes, de canne à sucre, de soja, de manganèse, de fer...

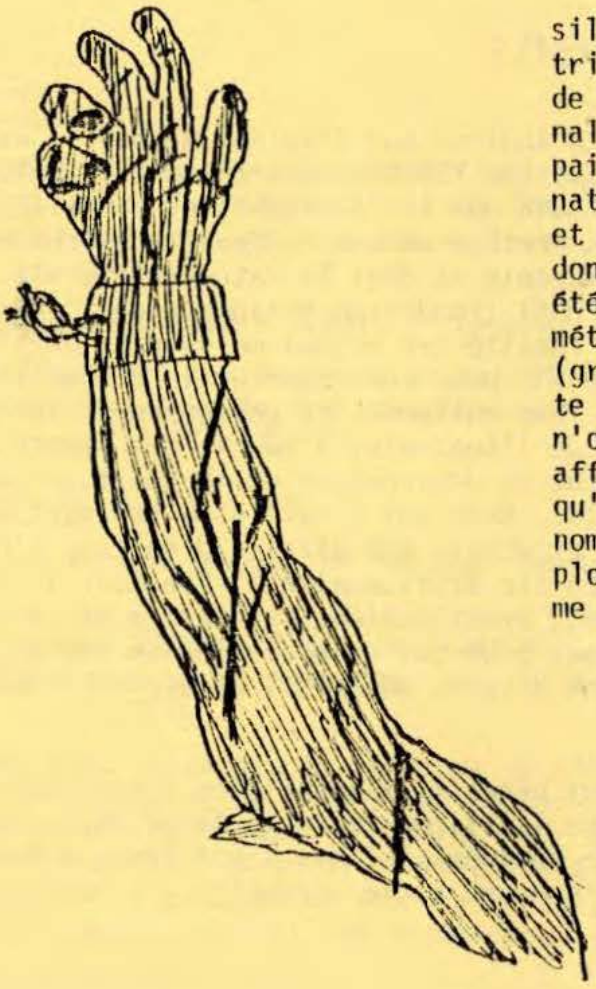
Mais ce système économique apparemment si dynamique, révèle ses contradictions et sa fragilité à partir de la crise pétrolière de 1974.

* La pénétration du capital étranger a accru la dépendance du Brésil et force est de constater que toutes les branches stratégiques de l'économie (électronique, pétrochimie, automobile) échappent aux Brésiliens. Les firmes transnationales utilisent l'appareil productif brésilien pour leurs propres exportations vers l'Europe et l'Afrique. Profitant de la stabilité politique imposée par la dictature et du faible coût de la main d'oeuvre, elles réalisent de bénéfices considérables qui ne sont pas réinvestis dans le pays.

* La priorité donnée aux industries de luxe aux dépens des biens d'équipement ou des biens de consommation courante (produits alimentaires, textiles, chaussures) s'est vite heurtée à un marché intérieur réduit, une fois les besoins des privilègiés satisfaits, et à un ralentissement de la demande extérieure.

* La progression de l'endettement pour payer la facture pétrolière et les importations de technologie a placé le pays dans une situation de banqueroute, dont il espère émerger en accroissant les exportations agricoles, ce qui signifie concrètement une extension des cultures spéculatives au détriment des cultures vivrières alors que 40 millions de Brésiliens souffrent de malnutrition et que ce chiffre ne peut qu'augmenter étant donné la vitalité démographique.

* La politique de concentration des revenus a aggravé les inégalités. On estime que la moitié de la population vit dans un état de pauvreté relative ou absolue, et que 30% vivent au niveau de subsistance. Le miracle économique, si miracle il y a eu, n'a profité qu'à une minorité de possédants, perpétuant ainsi l'élitisme qui a toujours marqué la société brésilienne.



Depuis quelques années le Brésil se débat dans des difficultés inextricables - inflation, ralentissement de la croissance, déséquilibre régional, énorme déficit de la balance des paiements, réticence des banques internationales à accorder de nouveaux prêts et montée de la contestation sociale dont l'exemple le plus significatif a été la grève de 41 jours des ouvriers métallurgistes de São Paulo en 1980 (grève record compte tenu du contexte répressif). Les militaires qui n'ont plus de belles performances à afficher peuvent craindre maintenant, qu'avec les ratées de la machine économique, la colère des masses surexploitées vienne ébranler leur système politique.

LA SOCIETE ISSUE du... "MIRACLE ECONOMIQUE"

- les 5% - les plus riches de la population - disposent de 45% du revenu national
- les 50% - les plus défavorisés - disposent de 12% du revenu national
- 40 millions de Brésiliens sont sous-alimentés
- 1 Brésilien sur 5 est analphabète

La société brésilienne d'aujourd'hui en termes réels et pour l'essentiel de sa structure, ne s'est pas beaucoup éloignée de la société esclavagiste où elle a pris naissance (...). Il existe, d'un côté, les seigneurs de machineries entourés de la constellation des gérants technocrates, et de l'autre, l'immense majorité anonyme au service de la machine. Les seigneurs ont accès aux biens et aux services dont l'usage va des plus agréables aux plus scandaleux. Les serfs subsistent, c'est-à-dire qu'ils ont accès aux biens et aux services indispensables pour assurer leur survie et leur reproduction, sans quoi le système mourrait d'asphyxie. (...)

L'organisation de la société est centrée sur la satisfaction des intérêts des seigneurs. C'est au nom de ces intérêts que les serfs produisent des milliers d'automobiles avec lesquelles ils ne se déplaceront jamais, construisent des milliers d'appartements dans lesquels ils n'habiteront jamais, font sortir de leur terre des aéroports sophistiqués qu'ils n'utiliseront jamais...

(CNBB 1979 Contribution à l'élaboration d'une politique sociale)

Le génocide des Indiens

Sur les deux ou trois millions d'Indiens qui vivaient au Brésil avant l'arrivée des Portugais, il n'en resterait plus que 230,000 environ dont 10 à 15,000 n'ont jamais eu de contacts avec les Blancs, mais que les indigénistes brésiliens ont pu localiser en survolant la Selva qui les protège encore. Répartis en centaines de tribus à travers le pays, surtout en Amazonie et dans le Mato-Grosso, ils sont placés sous le contrôle des postes de la FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien) chargée théoriquement de les protéger. En réalité cet organisme vise à leur intégration dans la communauté nationale, ce qui aurait pour conséquences la disparition de leurs structures sociales et l'extinction de leur culture. Le gouvernement lui-même, pressé d'exploiter les ressources minières de l'Amazonie, d'ouvrir des fronts agricoles pionniers, de construire des routes, veut se débarrasser de la question car les Indiens sont pour lui quantité négligeable. Mais qui s'intéresse vraiment au sort des Indiens à part quelques anthropologues et depuis une dizaine d'années, l'Eglise, par l'intermédiaire du CIMI (Conseil indigéniste missionnaire)? Pourtant la réalité indienne est dramatique: misère, maladies, prostitution, spoliation de terres quand ce n'est pas extermination par les colons pour qui un brave Indien est un Indien mort. En 80 ans, plus de 60 peuples ont disparu du Brésil et ceux qui restent sont menacés dans leur survie.

En dépit de ce constat hautement négatif, l'apparition d'organisations indiennes jette une lueur d'espoir. Comme l'affirme le texte final de la "Rencontre oecuménique panamazonienne de pastorale indigéniste" qui s'est tenue à Manaus en novembre 1980 "la cause indienne n'est pas une cause perdue!"

Y A-T-IL UN problème noir AU BRESIL?

A l'image de leur plat national, la "fejoada", où entrent toutes sortes d'ingrédients, les Brésiliens prétendent que leur population bigarrée ne connaît pas de préjugés de race. Pourtant les 12 millions de noirs, descendants des esclaves africains introduits du XVIe au XIXe siècle pour travailler dans les plantations de canne à sucre, se placent au bas de l'échelle sociale où à de rares exceptions près (tel joueur de soccer ou telle chanteuse) sont incapables d'en sortir.

Le Brésil a été l'un des derniers pays du monde à abolir l'esclavage, en 1888, et les relations entre Blancs et Noirs portent toujours la marque de la tradition servile. La résistance au temps de la culture africaine, à travers les rites de Macumba ou de Candomblé, est la manifestation la plus évidente de défense de la condition noire, manifestation pacifique certes, mais qui pourrait conduire à un certain durcissement si la plus grande partie de la population noire en venait à mesurer la médiocrité de sa condition. Quelques intellectuels ont déjà franchi le pas, mais leur audience reste limitée.

(Suite de la page 12.)

chrétienne du El Salvador et aux groupes paramilitaires. Il envoya aussi des officiers de l'armée nord-américaine, avec l'ordre de tuer tous les hommes de moins de cinquante-deux ans qu'ils trouveraient au El Salvador et dans les environs, d'après la date qu'il s'était fait donner par les trois gouvernants.

Alors s'accomplit ce qu'avait prédit le prophète Mgr Romero:

- *"Dans les villages et les hameaux, on entend des cris, de forts sanglots. Ce sont les mères des disparus. Seule les consolera une vie nouvelle pour leurs autres enfants qui vivent encore."* (Jer. 31, 5)

LE RETOUR D'EGYPTE

Après la mort de Ronald Reagan, un messager apporta une note au FDR, dans la montagne, qui disait:

- *"Lève-toi, prends le peuple et son Front de Libération et retourne dans la terre libérée d'une zone du El Salvador, car ils sont morts ceux qui voulaient tuer le peuple."*

Le FDR se leva, prit le peuple et le Front de Libération et s'en vint dans la terre libre du El Salvador. Mais il craignait de revenir au El Salvador, car il savait que là régnait George Bush, comme successeur de Reagan, son père. Sur un avis qu'il reçut de "Radio Venceremos" (Nous vaincrons), il se retira au Honduras et vint s'établir dans un village où il y avait plusieurs camps de réfugiés, appelé La Virtud (La Vertu), à quatre kilomètres de la frontière du El Salvador. Ainsi s'accomplit l'oracle des prophètes:

- *"On les appellera "Vertueux".*

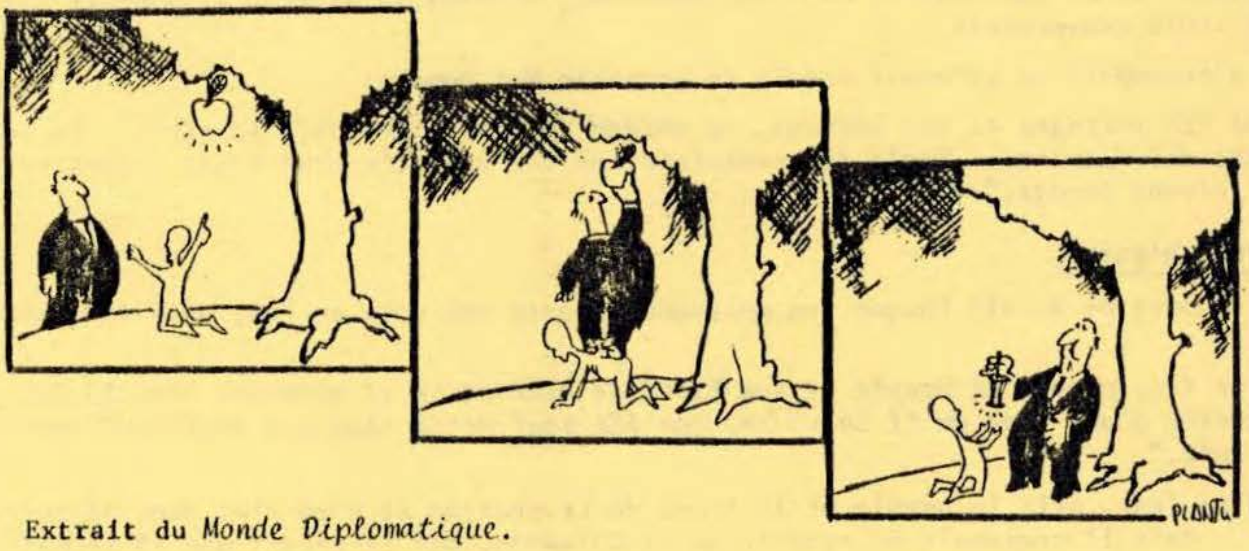
la grande misère des paysans

0,7% des exploitations ont plus de 1000 ha
et représentent 40% de la surface utilisée
50% des exploitations ont moins de 5 ha
et représentent 3% de la surface utilisée
10 millions de paysans n'ont pas de terre

Il n'y a jamais eu de réforme agraire au Brésil. Non contents d'accaparer la majorité des terres, les fazendeiros et les multinationales ont entrepris d'expulser les posseiros (petits propriétaires) avec la complicité des autorités.

Voici l'extrait d'une lettre d'invitation à une manifestation, écrite par un paysan le 15 octobre 1979:

"Le peuple pauvre des champs, celui des travailleurs aux mains calleuses à force de manier la pioche et la hache, ne peut plus vivre. Dans un pays de tant de terres, nous n'avons même pas un lopin où planter le riz, le haricot noir et le manioc. Tout se trouve entre les mains des grands propriétaires, des courtiers véreux, des requins qui parfois possèdent plus de terres que tout un Etat du Brésil. Et quand on finit par obtenir un lopin pour travailler, on voit aussitôt arriver les courtiers véreux qui cherchent à tout avaler, à transformer les cultivateurs en journaliers, pour mieux exploiter le peuple. Le pire, c'est qu'ils viennent toujours avec des mandats judiciaires absurdes et illégaux, et accompagnés de policiers qui ont commis tellement de violences qu'on ne peut même pas les raconter. Un gamin de sept ans a été cogné par les policiers et par l'huissier, dans la maison même de ses parents, pour qu'il dise où son père s'était caché, parce qu'il voulait éviter d'être arrêté et frappé. Coups, violence et prison, voilà notre peur quotidienne." (Le mal développement en Amérique latine": page 234)



Extrait du *Monde Diplomatique*.

LES REFUGIES SALVADORIENS AU HONDURAS

Le récit du second voyage de Denis Fontaine ainsi que le rapport du séjour de Pierre Goldberger dans les camps sont disponibles au Comité, gratuitement.

MEDITATION

PSAUME DU PRISONNIER

Je t'invoque, Seigneur, en temps de persécution.
Ecoute-moi, Dieu de justice,
délivre-moi de mes ennemis!
Tel un subversif, j'ai été arrêté par la force militaire.
Du milieu du peuple on m'a arraché,
semant la terreur au village.
Parmi les femmes et les enfants
effrayés par la violence des lâches.
J'ai disparu avec les terroristes officiels,
en voyage vertigineux.
Menaces et humiliations, coups et interrogatoires.
Jeté parmi les captifs.
Dans l'isolement et au secret,
loin du peuple et des amis.
Perdu dans le temps et l'espace,
abandonné à un sort inconnu.
C'était la caricature de l'homme
quand ils m'ont bandé les yeux.
Et arraché les vêtements.
Entre moqueries et jurons,
sans défense aucune et vulnérable.
Telle une cible, exposé aux coups en traître.
Dans la clairière, dès le premier instant,
ils ont tiré à la mitraillette.
Pour simuler l'exécution.
Pour que j'avoue les crimes
inventés par mes ennemis.
Dépouillé de toute dignité,
avec la mort pour compagne proche.
En ces heures d'épreuve, Seigneur,
je n'étais pas seul.
Je savais ta présence,
car tu es ma force.
Tu es mon espérance.
Tu es ma libération.

(Nicola Arponi, l'auteur de ces deux "psaumes", est le même que celui qui a écrit "Caïn parmi nous", reproduit dans le dernier Caminando.
Littéralement enlevé par des militaires venus en hélicoptère, le 22 juillet 1979, il était aussitôt emmené dans une clairière de la forêt pour être torturé. On lui posa des questions sur ses liens avec les Brigades rouges, avec Mgr Pedro Casaldaliga, et avec des organisations "subversives". Il devait être remis en liberté le surlendemain, 24 juillet. Source: DIAL, 585-1/3)

PSAUME DU LIBÉRÉ

Je te louerai, Seigneur de ma joie!
Je te chanterai et proclamerai tes merveilles!
Au temps de la persécution,
quand j'étais prisonnier pour la cause des opprimés,
livré à la soldatesque ennemie du peuple,
en butte aux insultes et aux tortures,
le lot des captifs,
toi, Seigneur, tu écoutais mon invocation.
Tu prenais parti, pour ma défense.
Tu me donnais la force dans l'épreuve
et le courage sous les coups des lâches.
Pour l'unité de la communauté des petits,
la solidarité des hommes lucides.
Tu as fait connaître ta volonté sur mon sort,
en m'arrachant des griffes des policiers
et confondant les maîtres de la situation
qui ont vu leurs plans réduits à néant.
Ceux-là qui mettent leur confiance dans le système
et dans la force des armes.
Mais toi, tu es plus puissant que les armées,
avec leurs hélicoptères et leurs grenades.
Sans le soutien de ton peuple,
leur pouvoir ne tient pas.
Toi, Seigneur, qui es la libération,
Toi qui es l'espérance des faibles,
Toi qui es le puissant,
je te chanterai,
je proclamerai sans fin ton nom.

L'EGLISE BRESILIENNE REAFFIRME SON ROLE DE DEFENSEUR DE L'EGALITE SOCIALE

Au cours d'une réunion à laquelle participaient des membres du haut clergé, l'Eglise brésilienne vient de réaffirmer qu'elle entendait jouer son rôle de défenseur des droits de l'homme et de l'égalité sociale face au gouvernement, dominé par les militaires, du plus grand pays catholique du monde.

Selon le président de la conférence nationale des évêques brésiliens, "la mission de l'Eglise est évangélique et pastorale; mais une telle mission ne peut se faire sans une conscience des problèmes socio-économiques du pays".

Cette prise de position de l'Eglise intervient au moment où le président brésilien, le général Joao Figueiredo, déclare vouloir poursuivre un processus de libéralisation, dix-sept ans après le coup d'Etat militaire qui renversa, en 1964, le gouvernement élu de Joao Goulart. L'Eglise estime que les libertés politiques sont insuffisantes dans un pays où le tiers des cent vingt-deux millions de Brésiliens vit dans une pauvreté totale.

En réponse aux accusations selon lesquelles l'Eglise sortirait de son domaine en se mêlant de politique, les évêques brésiliens ont cité les nombreux appels à la justice sociale, pour "combler le fossé qui sépare les pauvres des riches", lancés par le pape Jean-Paul II lors de son voyage dans ce pays, en 1980.

La déclaration des prélats brésiliens met aussi l'accent sur l'apolitisme, au sens partisan, de l'Eglise. Le gouvernement, en effet, accuse le clergé catholique et les communautés de fidèles d'être "infiltrés" par des éléments communistes et socialistes. Il a récemment décidé de mettre un frein, par des dispositions légales, aux activités des missionnaires.

Les accusations officielles portées contre l'Eglise, tout comme l'affirmation de son apolitisme, n'empêchent nullement la hiérarchie catholique de montrer sa force. Ainsi dom Helder Camara, archevêque de Recife, a, lors du cinquantième anniversaire de son ordination, fait le plein des fidèles dans un stade de football.

Le même dom Helder Camara a, au cours d'une interview récente, déclaré à nouveau qu'il lui était difficile de "soutenir une société dans laquelle les deux tiers de la population ont faim". Lors de leur récente réunion, les évêques ont collectivement réaffirmé la nécessité d'un "nouvel ordre social" au Brésil, nouvel ordre "qui ferait le bien de tous et non de quelques privilégiés".

Les évêques ont, en outre, lancé une mise en garde contre l'usage de la violence, notamment par les groupuscules d'extrême droite, pour protéger des intérêts privés ou des privilèges. Depuis 1980, on ne compte pas moins de soixante-dix attentats à la bombe, attribués à l'extrême droite.

(article du Monde, automne 1981)

BILAN DES COMMUNAUTES ECCLESIALES DE BASE

par Leonardo Boff

Ils étaient là. A en juger par les apparences, ils semblaient pauvres, mal habillés, maigres, survivants de la grande tribulation de la vie. Mais il suffisait de les observer cinq minutes pour s'apercevoir qu'ils étaient joyeux, fraternels les uns envers les autres, alors qu'ils étaient originaires de toutes les périphéries urbaines de notre pays; pondérés et critiques quand ils parlaient; pleins d'humanité et de tendresse quand ils chantaient.

C'étaient les cent quatre-vingt quatre participants de la 4ème rencontre inter-ecclésiale de base, réalisée à Itaici du 20 au 24 avril 1981. Le thème général était intitulé: "L'Eglise, un peuple opprimé qui s'organise pour sa libération".

Il est difficile de résumer la richesse d'une telle rencontre aux dimensions nationales. Qu'il suffise d'en relever quelques aspects.

1 - La religion comme partie prenante dans le changement des rapports sociaux

Les membres des communautés ont compris que le christianisme n'est pas seulement l'attente de la résurrection au terme de l'histoire, mais qu'il a aussi quelque chose à voir avec la vie et la justice au sein de l'histoire. La foi est source de protestation et d'exigence de rapports sociaux plus humains, car tel est le dessein du Créateur. Cette foi libératrice est vécue dans les communautés avec une grande richesse symbolique qui n'a rien à perdre aux grandes célébrations officielles de l'Eglise. C'est ici que le peuple trouve son identité ecclésiale et nourrit son espérance dans la lutte pour la vie.

2 - Le système capitaliste comme l'un des principaux producteurs de la misère

Que personne ne s'y trompe: au niveau du peuple, cela n'a rien à voir avec le marxisme, mais bien avec l'évangile lu dans l'optique où il a été écrit, c'est-à-dire celle des pauvres à la recherche de leur dignité humaine.

3 - La résistance et la libération par la voie de l'union

Comme le disait un représentant du Pisui: "Nos racines c'est dans la terre, mais notre force c'est dans l'union"; pas seulement entre les milliers de communautés, mais dans l'articulation avec tous les mouvements populaires. Les armes de ce combat inégal sont les instruments de travail comme la houe, le tracteur, la charrue, ou la vie même des enfants, des vieux et des femmes qui font face aux agresseurs.

4 - La récupération du sens noble de la politique

Plutôt que d'oeuvrer au niveau de la politique du parti, il importe de travailler à la formation de communautés et d'associations populaires en tous genres, où la masse cesse d'être manipulée et donc cesse d'être masse, pour devenir peuple grâce à la conscientisation et à la pratique de la solidarité. Seuls, les partis ou fractions de parti qui viennent du peuple et donnent forme à ses désirs de changement social, peuvent compter sur le soutien des membres des communautés.

Enfin, les communautés ecclésiales ont une signification qui va au-delà de leur caractère religieux, comme expression de l'Eglise en milieu populaire. Elles revêtent une haute valeur sociale: c'est là que, en plus de chrétiens, se forment des citoyens conscients, libres, et constructeurs d'une patrie meilleure que celle dont nous avons hérité. (Source: DIAL 716)

l'Eglise populaire au Québec

Lorsqu'on regarde la réalité de l'Eglise populaire en Amérique latine il est très clair que cette Eglise s'enracine dans le mouvement populaire. Ici au Québec on peut dire la même chose. Pour bien comprendre la réalité de l'Eglise populaire québécoise, il faut la situer dans son contexte historique.

Le Québec est dans la partie la plus riche du monde, l'Amérique du Nord. Il est ainsi du côté des pays qui profitent du système capitaliste qui est fondé sur le pillage et sur l'exploitation d'une main d'oeuvre à bon marché en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Cependant l'abondance de notre société ne vient pas uniquement de l'exploitation du tiers-monde, elle est aussi le fruit du travail et de l'exploitation de la classe ouvrière québécoise. Durant les vingt ans qui ont précédé la crise actuelle il était possible d'oublier ce fait. L'idéologie du progrès laissait croire qu'ici au Québec ce serait la prospérité pour tout le monde! Cependant, maintenant que nous sommes entrés à nouveau dans un temps de crise il est devenu clair que même dans les pays riches ce sont les classes populaires qui payent:

- 30% des Québécois-es vivent sous le seuil de la pauvreté et 2/3 de ceux-ci ont un travail rémunéré (1)
- en 1980 au Québec, près de 300,000 sans emploi, surtout les jeunes de moins de 26 ans, les femmes et les personnes âgées
- le Ministère du Travail québécois compte en moyenne 25,000 licenciements collectifs par année...lorsque les usines ferment, les travailleurs et les travailleuses se trouvent dans la rue
- il n'y a qu'un emploi disponible pour 30 sans emploi
- en 1980, 450,000 québécois-es reçoivent de l'aide sociale (50% de leur revenu sont utilisés pour manger, 40% pour se loger et le 10% qui reste doit payer les vêtements, la santé, les loisirs...)
- depuis 1971 l'augmentation moyenne de l'indice des prix a été de 120%, l'inflation augmente plus vite que les salaires
- 80% des familles québécoises sont endettées (2)

Depuis la fin des années soixante dans les mouvements populaires québécois on commence à mettre l'accent sur la conscience et la solidarité de classe. L'itinéraire des mouvements d'action catholique est sensiblement le même sauf que ces derniers sont aussi très influencés par ce qui se passe en Amérique latine. Il devient clair que "le développement de l'Eglise populaire est pas une affaire qui ne concerne que l'Amérique latine. Dans les tâches pour construire cette Eglise populaire au Québec, il faudra bien sûr, tenir compte du fait que la conjoncture nord-américaine n'est pas celle de l'Amérique du Sud. Mais il faudra se situer quand même dans la même perspective, celle d'une pratique et d'une théologie de libération". (1)

L'histoire de l'Eglise populaire québécoise commence en 1974 alors que les militants chrétiens, les militantes chrétiennes et les enfants du monde ouvrier se réunissent pour un premier colloque. C'est le début d'une prise de parole à partir de la réalité ouvrière mais l'Eglise demeure surtout "les autres". Au colloque de 1976 un pas de plus est fait, il devient possible de dire que l'Eglise c'est aussi "nous autres" -- le germe de l'Eglise populaire était planté. Enfin en 1981 le rassemblement affirme que le courant d'Eglise populaire au Québec, "de marginal qu'il pouvait être, devient de plus en plus une minorité agissante et dynamique".

Tout comme en Amérique latine, l'Eglise populaire ici est celle vécue par les exploité-e-s. Elle est "d'abord composée de pauvres (enfants, femmes et hommes), des exploité-e-s, des opprimé-e-s de la société qui se perçoivent comme tels et qui s'engagent dans des actions collectives pour transformer la réalité sociale de leur mi-

lieu et qui nomment et célèbrent l'Histoire du Salut en Jésus-Christ dans leur propre histoire de libération. Elle est aussi composée de tous ceux et de toutes celles qui sont engagé-e-s avec les exploité-é-s dans ce processus". (3)

Elle est vécue en pratique sous plusieurs formes différentes. Dans les communautés chrétiennes qui partent du vécu et où la parole et les décisions appartiennent aux travailleurs. Lors des rassemblements, des célébrations, des interventions à l'occasion des luttes ouvrières, des activités organisées autour des fêtes chrétiennes, toutes les manifestations qui rendent visible l'Eglise populaire. Enfin ce sont les différents mouvements et groupes auxquels participent les militant-e-s chrétien-ne-s qui sont son moteur.

Elle est en rupture avec ce qu'il y a dans l'Eglise traditionnelle qui est "contre la classe ouvrière, anticommuniste ou neutre et paternaliste" (4). Mais elle est néanmoins un courant qui se situe à l'intérieur de l'Eglise. Malgré certaines résistances il y a aussi des ouvertures. Un exemple est celui de la déclaration du Comité des affaires sociales de l'Assemblée des Evêques du Québec le 1er mai 1981: "Notre système économique semble être sa propre finalité; tout doit lui être ordonné. La personne ne compte pas beaucoup dans l'économie (...). Tout ce qui est vivant prend de la valeur pour autant que ça puisse entrer sur le marché (...). Le profit de quelques uns compte davantage que la vie de communautés entières. Une telle vision des choses est incompatible avec une perspective chrétienne des réalités socio-économiques".

On peut dire enfin qu'elle est solidaire avec le courant de l'Eglise populaire en Amérique latine et ailleurs (Afrique, Asie, Europe). Ce courant d'Eglise n'est pas marginal, il est un mouvement international profond qui "fête la réalisation du Royaume de Dieu dans les mouvements populaires et (dit) notre confiance fondée sur la promesse même de Dieu: que les pauvres seront bienheureux au-delà même de leurs espérances". (3)

(1)-- Raymond Levac, L'Eglise populaire en Amérique Latine et au Québec, Les cahiers du Centre Pastoral en Milieu Ouvrier (CPMO).

(2)-- CPMO, Eglise populaire...Eglise du peuple, document du colloque sur l'Eglise populaire, mai 1981.

(3)--CPMO, Solidarité! Bâtissons l'Eglise populaire, journal rapport du colloque 1981.

(4)--CPMO, Rapport du colloque sur l'Eglise populaire.

VIENT DE PARAITRE!

"L'EGLISE PERSECUTEE EN AMERIQUE CENTRALE", un dossier de 44 pages préparé par le Comité Chrétien. A partir des faits brutaux des dernières années: arrestations, expulsions, assassinats, perquisitions, etc., on tente de montrer comment s'instaure inexorablement une nouvelle STRATEGIE contre l'Eglise du Guatemala, du El Salvador et du Honduras. *Aussi, "l'affaire Pellecer".*

En vente au Comité: $2.00 Bientôt disponible en anglais.

Relecture d'Evangile (Mt 2)

Le texte suivant nous est parvenu de Mexico, peu après Noël, sans autre explication. Il est signé simplement: "Ramon M." Nous l'avons traduit pour votre méditation.

NAISSANCE DE L'ENFANT ET VISITE DES MAGES

Au temps où Ronald Reagan était président de l'empire nord-américain et où José Lopez Portillo gouvernait la république mexicaine, un enfant était sur le point de naître en Amérique centrale, auquel on donnerait le nom de "Sauveur" (El Salvador). Voici que les dirigeants du Nicaragua, de Cuba et du Mexique se présentèrent au siège de l'Organisation des Nations-Unies et demandèrent:

- *"Où doit naître le peuple nouveau qui sera le signe vivant de l'espérance de la libération de l'Amérique latine? Car nous avons vu son étoile de la conscience et de la lutte organisée et nous sommes venus pour l'appuyer."*

Reagan devint tout préoccupé, et avec lui tous les gouvernements militaires d'Amérique centrale. Le président des Etats-Unis réunit Haig et les principaux conseillers de son cabinet, ainsi que les gouvernements dictatoriaux du continent, pour leur demander où devait naître le peuple libre. Ils lui répondirent:

- *"Au Salvador, en Amérique centrale, comme l'a annoncé le prophète qui a écrit: "El Salvador, terre centro-américaine, tu ne seras pas la plus petite des nations d'Amérique centrale, parce que de toi sortira le signe vivant de la libération de l'Amérique latine et des Caraïbes..."* (Mi. 5,I)

Alors Reagan fit demander en secret les présidents du Nicaragua, de Cuba et du Mexique pour leur demander quand l'étoile leur était apparue. Les dirigeant vers le El Salvador, il leur dit:

- *"Allez vous renseigner exactement sur cet enfant. Et quand vous l'aurez trouvé, avisez-moi pour que j'aille moi aussi l'appuyer dans sa lutte de libération."*

Sur ces paroles du président des Etats-Unis, ils se mirent en route. L'étoile de la conscience et de la lutte organisée les devançait, jusqu'à ce qu'elle vint à s'arrêter au-dessus de l'endroit où devait naître l'enfant. La vue de l'astre les remplit d'une grande joie, et après avoir traversé les terres sauvages de la campagne, jusqu'aux flancs du volcan Guazapa, ils arrivèrent au village du Front Farabundo Marti de Libération Nationale. Ils se prosternèrent pour l'observer et sortirent de leurs coffres des présents pour aider à la naissance de la nouvelle société, à la non-intervention impérialiste et à la libre auto-détermination du peuple.

Après quoi, ils regagnèrent leur pays par un autre chemin, "Radio Libération" les ayant avertis de ne pas retourner chez Reagan.

LA FUITE EN EGYPTE

Après le départ des trois dirigeants gouvernementaux, un guérillero apporta une lettre au Front Démocratique Révolutionnaire, qui disait:

- *"Lève-toi, prends le peuple et son Front de Libération, et fuis à la montagne. Restes-y jusqu'à ce que je t'avertisse, parce que Reagan va chercher le peuple pour le faire périr."*

Le FDR se leva, prit de nuit le peuple et le FMLN et se retira dans la montagne, où il demeura jusqu'à la mort de Ronald Reagan. De cette façon s'accomplit ce que Dieu avait dit par la bouche de son prophète:

- *" De la montagne, j'ai appelé mon peuple".* (Os . II,I)

LE MASSACRE DES INNOCENTS

Alors Reagan, voyant qu'il avait été joué par les trois présidents, fut pris d'une violente colère et fournit des armements et de l'aide économique à la junte militaire démocrate-

(suite à la page 5.)